

AVEC MONSIEUR CALDERON, LE MEXIQUE AU POINT DE NON-RETOUR FACE AU CRIME ORGANISE ?

*Par le Général (CR) Jean-Paul HUSTE,
chercheur associé à l'ESISC*

En septembre 2006, durant les derniers mois au pouvoir de M. Vicente Fox, le porte-parole de la Présidence assurait que le gouvernement excluait d'envoyer l'Armée pour rétablir l'ordre public à Tijuana, en proie à une vague de criminalité d'une amplitude sans précédent. Il ajoutait que les militaires mexicains ne doivent « jamais » être engagés dans des opérations de police en zone urbaine.

En janvier 2007, un mois après avoir pris ses fonctions, le Président Felipe Calderón faisait consigner et désarmer les 2300 policiers de Tijuana et confiait le contrôle de la ville à l'Armée et à la Police fédérale.

Depuis lors, le sang a continué à couler au Mexique. Les victimes se comptent toujours par dizaines au fil des affrontements entre bandes criminelles rivales et leurs affiliés. Les premières victimes militaires sont tombées en février tandis que les cartels paraissent désormais mener une véritable contre-offensive face aux forces de l'ordre.

La décision de M. Calderón d'engager plus avant les forces armées dans la lutte contre le crime organisé n'a rien introduit de fondamentalement nouveau dans ce domaine. Mais la réaction des cartels montre qu'ils ont décidé d'agir comme si le pouvoir avait bien franchi le dernier pas le séparant du point de non-retour d'une guerre « véritablement » sans merci.

Le pouvoir maintiendra-t-il ses engagements dans la durée face à cette surenchère sanglante ?

L'engagement des forces armées

- **Une décision conforme à la Constitution et aux lois**

Selon la Constitution, les armées mexicaines participent à la préservation de la sécurité nationale tant au plan de la sécurité intérieure que dans le cadre de la défense de la Fédération contre une menace extérieure.

Dans ce cadre, les missions et engagements des armées liés à la sécurité intérieure sont nombreux : préservation de l'ordre constitutionnel et des institutions démocratiques,

intégration au système national de protection civile, engagement dans des actions à caractère social et de développement et enfin, soutien du ministère de l'Intérieur dans la lutte contre le terrorisme, la contrebande et les trafics illégaux de personnes, d'armes et de stupéfiants. De fait, les armées mexicaines¹ qui ne sont engagées dans aucune opération extérieure, se consacrent essentiellement à ces missions. Très régulièrement au contact des populations lors de catastrophes naturelles ou dans des initiatives à caractère social, elles bénéficient d'une bonne image dans un pays où elles apparaissent comme le recours quasi unique du gouvernement central pour faire face à des circonstances dramatiques et manifester sa sollicitude auprès des Mexicains.

- **Une option déjà prise par les présidents précédents et notamment par M. Fox**

Le gouvernement de M. Fox avait manifesté très tôt l'ambition de réduire la délinquance sous toutes ses formes en l'inscrivant parmi ses domaines d'action prioritaire.

Dès le début de son mandat, le président Fox fit approuver pour la durée de son sexennat (2000-2006), le Programme national pour le contrôle des drogues, tandis que les forces de sécurité fédérales (police et armées) devaient continuer, comme par le passé, à s'investir dans des actions répressives, dans un combat que le nouveau chef de l'Etat voulait agressif et "frontal".

Pour lutter contre la délinquance en général, le gouvernement mit sur pied un programme d'action et un plan de lutte en dix points, la prévention (développement social, éducation, appui à la famille) constituant le cœur de ce dispositif dont la mise en place fut soutenue par un effort budgétaire significatif au niveau de chacun des Etats. L'Agence fédérale d'investigation (AFI) forte de quelque 4000 hommes fut également créée.

Après la gigantesque manifestation qui, en 2004 à Mexico, avait rassemblé des centaines de milliers de personnes exprimant leur lassitude face à la délinquance et leur exigence de sécurité, le Président s'engagea en 2005 dans la promotion d'initiatives plus radicales.

Le 11 juin 2005 fut ainsi lancée l'Opération "Mexico Seguro" dans 3 Etats du nord particulièrement secoués par la « narcoviolence » : Tamaulipas, Sinaloa et Basse Californie. L'opération fut ensuite étendue à d'autres Etats.

Menée en coordination avec les autorités fédérales, étatiques et municipales, elle engageait les moyens des ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de la Défense (armées de terre et de l'air) et de la Marine.

L'opération combinait des actions répressives, de contrôle d'axes et de zones frontalières (hors agglomérations pour les armées) ainsi que des actions préventives d'inspections et contrôles de personnes dans des lieux publics, tout en faisant appel à la participation citoyenne.

Les bilans chiffrés des prises et arrestations se voulaient éloquentes : 90% des saisies étaient effectuées par les armées, les forces de police s'illustrant surtout dans les arrestations de trafiquants.

Mais pour les Mexicains, « Mexico Seguro » s'est globalement soldé par un échec.

Le lourd héritage d'un « sexennat perdu »

Malgré le lancement du plan « Mexico Seguro » évoqué ci-dessus et d'autres initiatives gouvernementales comme la création d'un ministère de la Sécurité publique fédérale ou le lancement - sans débouché - d'une réforme intégrale de la sécurité publique et de la justice pénale, le mandat présidentiel de Vicente Fox apparaît comme un « sexennat perdu » dans le

¹ L'armée de terre et la force aérienne dépendent du ministère de la Défense nationale (SEDENA), la marine du ministère de la Marine (SEMAR).

domaine de la sécurité et de la justice. Il faut néanmoins lui reconnaître de n'avoir pas agi moins efficacement que ses prédécesseurs, Ernesto Zedillo (1994-2000) et Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), pour tenter d'arrêter la descente du Mexique vers la situation d'un grand pays incapable de dominer ses problèmes de sécurité intérieure.

- **Une criminalité en hausse et d'une grande violence**

Les chiffres disponibles indiquent un accroissement régulier de l'enregistrement de délits fédéraux (narcotrafic, délinquance organisée, délits fiscaux, ...) durant le gouvernement Fox. S'il est vrai que ces statistiques traduisent un effort répressif, leur stabilité au fil des ans et surtout les hausses qu'ils enregistrent², montrent que la criminalité organisée a bien continué à prospérer depuis le début de ce siècle.

La principale caractéristique de cette criminalité est de se traduire par de très nombreux assassinats liés à la « narcoviolence » (quelque 3500 pour 2005 et 2006 dont plus de 2000 en 2006) perpétrés avec une sauvagerie croissante (décapitations) par des groupes semble-t-il spécialisés dans les règlements de comptes et autres exécutions.

Les Etats de la frontière nord ont été les plus concernés par cette criminalité mais aussi deux Etats (Guerrero et Michoacán) de la côte Pacifique³.

Les forces de l'ordre ont payé un lourd tribut dans leurs affrontements avec le crime organisé : plus de 60 agents de l'AFI ont trouvé la mort entre la création de l'agence et la fin du mandat de M. Fox.

- **Un crime organisé bien enraciné dans la réalité mexicaine**

Le crime organisé mexicain est aujourd'hui fortement développé dans trois domaines de trafics illégaux : celui des personnes, celui des armes et enfin celui de la drogue.

Ce dernier constitue le socle de l'ensemble des activités criminelles. On peut dire qu'il nourrit et se nourrit des deux autres trafics.

La position géographique du Mexique explique bien entendu très largement pourquoi ce pays réunit tant de « bonnes raisons » d'accueillir ces activités :

- voisin des Etats-Unis, grand « importateur » de drogues et de candidats misérables au rêve américain mais aussi grand pourvoyeur d'armes, c'est aussi
- le point de passage septentrional naturel d'une large part des flux commerciaux et migratoires, réguliers ou illicites, en provenance de l'Amérique Latine⁴.

Par ailleurs, le crime organisé trouve un terrain de développement favorable dans une société confrontée à de graves problèmes de développement et d'emploi.

Après des années de forte natalité, le pays dispose sur le marché de l'emploi de classes d'âge très nombreuses auxquelles l'économie du pays n'offre guère aujourd'hui de perspectives d'avenir.

Les 6200 dollars de PIB par habitant masquent la véritable structure de la société mexicaine qui ne présente quasiment pas de classe moyenne et dont 17% vivent encore dans une situation d'extrême pauvreté malgré les efforts sociaux du gouvernement Fox.

² A titre d'exemple : de 2002 à 2005, hausse de 64% des délits liés à la drogue et de 1% des quelque 50.600 autres délits fédéraux constatés.

³ Pour l'année 2006, quelques chiffres explicites : Sinaloa 562 exécutions, Nuevo Leon 170, Tamaulipas 171, Guerrero 355 (13 décapitations) , Michoacán 567 (17 décapitations).

⁴ Rappel : 3500 km de frontière avec les USA et plus de 10 000 km de côtes sur le Pacifique et le Golfe du Mexique.

Dans ce contexte, un puissant phénomène de migration intérieure pousse vers les villes et l'exil nord-américain un flux continu de sans emplois misérables.

- **Une organisation criminelle qui s'est renforcée**

L'enracinement du problème de la drogue au Mexique est désormais d'autant plus profond que le pays est devenu au fil de ces dernières années, partie prenante dans tous les volets de ses manifestations : transit, culture, fabrication, consommation.

Le Mexique reste plus que jamais depuis les années '80, le principal pays de transit vers les Etats-Unis de la drogue sud-américaine (70% de la cocaïne mais aussi drogues de synthèse, amphétamines...). Depuis longtemps, le relais en territoire nord-américain est facilité par la présence d'une communauté émigrée mexicaine évaluée à plus de 20 millions de personnes.

Le Mexique est également une plaque tournante pour l'expédition de drogue sud-américaine vers l'Europe et en est lui même l'un des fournisseurs, via l'Espagne en particulier.

Pays de culture du pavot et du cannabis, notamment dans les régions montagneuses et très déshéritées de l'ouest (Sierra Madre Occidentale), le Mexique est aujourd'hui un important fournisseur des Etats-Unis en héroïne et leur plus grand fournisseur en marijuana.

De nombreux laboratoires fabricant amphétamines, ecstasy et autres drogues de synthèse alimentent le marché nord-américain mais aussi les consommateurs nationaux.

En effet, selon des statistiques récentes de l'ONU, le Mexique se range désormais parmi les pays au monde dans lesquels la consommation de drogue connaît la plus rapide expansion et serait au dessus de la moyenne mondiale en matière de consommation de cocaïne. Cette consommation génératrice de dépendance a entraîné un accroissement très sensible de la criminalité « ordinaire » mais rattachée au trafic et à la consommation de stupéfiants, domaine où seule la police fédérale – quand elle est présente - peut intervenir.

Pour compléter le tableau, il convient d'y rajouter le blanchiment des revenus (évalués par certains à 9% du PIB) dans divers secteurs d'activité économique (commerces de luxe, immobilier, infrastructures touristiques).

A la fois reflet d'une certaine organisation traditionnelle de la société mexicaine et du manque d'efficacité (et/ou de volonté) des gouvernements successifs pour s'attaquer à ses têtes, le narcotrafic mexicain est resté jusqu'ici structuré en une demi-douzaine de cartels, à la différence de son homologue colombien qui est désormais largement aux mains de la guérilla.

Leurs noms reflètent des localisations géographiques qui les mettent en mesure de « travailler » soit au contact de la frontière nord-américaine soit à partir des côtes Pacifique ou Atlantique soit encore à partir de la région centrale⁵.

Néanmoins, l'évolution de la demande étrangère et locale (les amphétamines et autres drogues de synthèse semblent prendre le pas sur la cocaïne et l'héroïne) comme le développement de la consommation locale ou encore la capture de certains leaders sont à l'origine de réorientations des « spécialités » de certains de ces cartels.

Ceci engendre bien entendu de sanglants conflits d'intérêt mais serait – selon l'actuel Procureur général Eduardo Medina Mora – à l'origine d'une concentration accélérée de ces structures criminelles. Ainsi, selon M. Medina, trois d'entre elles seraient désormais en passe de dominer la quasi totalité du crime organisé fondé sur la drogue au Mexique : le cartel de

⁵ Les principaux cartels mexicains, leurs Etats de rattachement et leurs leaders « historiques » :

- sur la frontière nord et de l'est à l'ouest : du Golfe (Etat de Tamaulipas - Osiel Cardenas), de Juarez (Etat de Chihuahua – Carrillo Fuentes), de Sonora (Etat de Sonora – Miguel Angel Quintero), de Tijuana (Etat de Basse Californie Nord – Arellano Felix) ;
- sur la côte Pacifique : de Sinaloa (Etat de Sinaloa – Joaquin Guzman), de Michoacán (Etat de Michoacán - Luis Valencia)
- en région centre : de Colima (Etats de Colima et Jalisco – Jesus Amezana).

Tijuana (région nord-ouest), le cartel du Golfe (région nord-est) et l'union des cartels de Sinaloa (côte Pacifique) et de Juarez (région nord).

Autre évolution qui renforce la capacité de nuisance du crime organisé mexicain, l'apparition de groupes d'hommes de main spécialisés dans les règlements de compte et autres exécutions.

Les plus connus sont :

- le groupe des « Zetas » (les « Z ») qui oeuvrent au profit du cartel du Golfe ;
- le groupe des « Pelones » (les « Tondus ») qui sont au service du cartel de Sinaloa.

Ces groupes criminels recrutent parmi d'anciens soldats « d'élite » mexicains et semble-t-il étrangers (notamment d'anciens Kaïbiles » des forces spéciales du Guatemala) ainsi que parmi les « maras » centre-américaines. Puissamment armés, ils sont capables d'écraser par leur puissance de feu anti-personnelle et anti-véhicules, des forces de l'ordre locales généralement mal équipées. Ils n'ont pas l'envergure pour monter leurs propres cartels mais paraissent évoluer vers des structures mafieuses indépendantes gérant leurs propres trafics tout en louant leurs services spécialisés aux « narcos ».

• Une menace pour la société et l'Etat

Sans aller jusqu'à admettre que le Mexique est aujourd'hui un narco-Etat, il est certain que sa situation se rapproche sous plusieurs aspects de celle de la Colombie des cartels des années 1980 : importance des revenus de la drogue dans l'économie du pays, expansion du système mafieux dans le fonctionnement de pans entiers de la société et passage de fonctionnaires et élus - de gré ou de force, « plata o plomo » (de l'argent ou du plomb) - sous influence des « narcos ».

Les deux premiers niveaux des institutions – ceux des municipalités et des Etats – sont désormais considérés comme « perdus », parfois même au niveau du gouverneur, dans les régions où le narcotrafic est venu apporter un levier de perversion supplémentaire dans une société traditionnellement inclinée à la corruption. Les personnels des forces de police locales ou d'Etat de ces régions sont à considérer comme parties intégrantes de la sphère criminelle. Parallèlement, les journalistes⁶ jugés « dérangeants » de par leur curiosité ou leur objectivité, sont impitoyablement exécutés.

Au niveau fédéral et des hautes sphères du pouvoir, la situation est plus complexe mais les menaces et les cas concrets existent de compromissions graves de hauts fonctionnaires ou de responsables militaires ou des forces de l'ordre avec les cartels. Par ailleurs, certains experts mexicains estiment qu'avec la fin de l'emprise du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) sur les affaires de la Fédération, s'est rompu un certain lien de subordination des milieux de la drogue vis-à-vis du pouvoir. Les initiatives, même d'une efficacité réduite, menées contre les cartels par les présidents Zedillo et Fox, auraient ainsi déchaîné une longue suite de réactions agressives des organisations criminelles ne se sentant plus autant couvertes en haut lieu. A ce titre, on se rappellera que Luis Felipe Zavala, cousin germain de l'épouse du président Calderon, fut assassiné en décembre dernier par des sicaires, moins de 15 jours après l'avènement de ce dernier et 2 jours après l'annonce du lancement de l'opération « Michoacán » contre les milieux de la drogue....

• Une menace qui s'étend au delà de la frontière nord

Coté US, l'inquiétude s'accroît face à la vague de violence.

⁶ Selon Reporters Sans Frontières, 16 journalistes ont été assassinés au Mexique par les narcos entre 2000 et 2006. En avril dernier, 2 autres journalistes ont été proprement exécutés.

Les trafiquants surpris n'hésitent plus à ouvrir le feu contre les forces de l'ordre américaines. Les premiers indices apparaissent d'une extension du champ d'action au delà de la zone frontalière des groupes chargés des basses besognes : exécutions ou enlèvements à Laredo, El Paso, San Diego (en 2004, la DEA estimait le cartel de Tijuana responsable de plus de 100 meurtres en zone frontalière) mais aussi à Dallas (3 exécutions en 2006). On note par ailleurs une augmentation des cas de compromissions de ressortissants américains avec les milieux mexicains de la drogue.

Les autorités américaines sont portées à craindre la contagion de la violence compte tenu de l'importance de la communauté hispanique dans les Etats du sud-ouest mais aussi de l'existence des bandes californiennes de « maras ».

Les initiatives des six premiers mois de la présidence Calderón

- **Des priorités clairement et promptement affichées**

Le 1^o décembre 2006, à l'âge de 44 ans, M. Felipe de Jesús Calderón Hinojosa est devenu président des Etats Unis Mexicains, succédant ainsi à M. Vicente Fox. Il appartient au même parti que son prédécesseur, le Parti d'action nationale (PAN ; centre et droite).

En matière de sécurité publique, le candidat Calderón s'était engagé à créer des instances judiciaires et à spécialiser des magistrats se consacrant à la poursuite en justice du crime organisé. Il avait aussi proposé la mise sur pied d'une agence spécialisée dans la lutte contre celui-ci.

La première décision de M. Calderón, prise le jour même de son entrée en fonctions, fut de nommer les nouveaux ministres intégrant le cabinet de sécurité nationale : Intérieur, Défense, Marine et Sécurité publique.

Dans les trois mois qui ont suivi, fidèle aux orientations de sa campagne, M. Calderón a démontré qu'il souhaitait renforcer les capacités d'action au niveau fédéral. Il a présenté un « Pacte fédéral » destiné à « serrer les rangs face au crime organisé ». Ce pacte inclut des propositions de réformes du système judiciaire et pénal devant permettre d'accroître son efficacité contre ce fléau : adoption d'un code pénal unique pour toute la Fédération, possibilité pour la police judiciaire fédérale d'effectuer des écoutes téléphoniques et de mener des interventions et perquisitions sans mandat, passage au domaine public des biens confisqués aux criminels pour moderniser les moyens de lutte nationaux...

Parallèlement, le ministre de la Sécurité publique présentait les projets de restructuration de son ministère avec notamment la création d'un secrétariat d'état (« Stratégie et Renseignement ») dédié à la lutte contre le narcotrafic et la délinquance organisée. Il annonçait également la constitution du Corps fédéral de Police (CFP) englobant les différentes polices fédérales et destiné essentiellement à appuyer la division anti-drogue du ministère. Cette création fut en fait anticipée dès la fin décembre par le passage de l'Agence nationale d'investigation (AFI) et de la Police fédérale préventive (PFP) sous l'autorité d'un responsable unique.

- **Les Armées tout de suite en première ligne**

Souhaitant, sans doute pour des raisons de politique intérieure⁷, déclencher au plus tôt un événement de portée nationale et internationale dans un domaine d'une très grande sensibilité populaire, M. Calderón s'est naturellement tourné vers les Armées, seule

⁷ On se rappellera que M. Calderón ne fut élu qu'avec une faible avance de 236 000 votes sur son opposant, Manuel Lopez Obrador du PRD, qui n'a pas reconnu sa propre défaite.

institution fédérale à la fois immédiatement disponible, respectée par tous les bords politiques et bénéficiant d'une image relativement préservée dans l'opinion publique.

Dès le 11 décembre 2006, il fit lancer dans l'Etat dont il est originaire, l'opération « Michoacán » destinée à affronter le narcotrafic et le crime organisé. Le choix de cet Etat peut aisément s'expliquer du fait qu'il s'était tristement illustré durant l'année 2006 (plus de 560 meurtres, 17 décapités, 6 policiers assassinés après une embuscade à l'arme anti-char...) comme théâtre d'affrontement entre le cartel de Michoacán et celui du Golfe sur la base d'une concurrence « commerciale » autour de drogues de synthèse.

L'opération, combinée, impliquait à son déclenchement 7000 hommes dont 5300 des différentes armées qui engageaient véhicules blindés, aéronefs, bâtiments de surface et forces spéciales aux côtés des personnels de l'AFI et de la PFP. Elle a permis de plaquer sur le terrain un ensemble de points de contrôle et de conduire des actions coordonnées de fouille et de capture.

M. Ramírez Acuña, ministre de l'Intérieur, déclarait au premier jour de l'opération « Michoacán » que « la bataille contre le crime commence à peine » et que cette « lutte nous demandera du temps ». Effectivement, des opérations similaires ont été successivement lancées dans d'autres Etats de janvier à mai 2007.

Ainsi :

- en janvier, l'effort se poursuit sur la moitié ouest avec « Tijuana » en Basse Californie Nord (le 3), « Conjunta Guerrero » dans le Guerrero (le 10), et « Sierra Madre » dans les Etats mitoyens de Sinaloa, Chihuahua et Durango (le 15) ;
- à compter de février, les moyens militaires furent engagés dans la moitié est dans les Etats de Nuevo Leon et de Tamaulipas, limitrophes du Texas, avant d'intervenir,
- en mars au Tabasco puis en mai dans le Veracruz, deux Etats côtiers du Golfe du Mexique.

Parallèlement, le Président a multiplié les démonstrations de sollicitude vis-à-vis des Armées. Dès le mois de décembre, M. Calderón a fait régulièrement l'éloge public du dévouement des militaires, se présentant parfois devant les troupes vêtu d'une casquette et d'une veste d'uniforme de campagne.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, le projet de budget des ministères de la Défense et de la Marine enregistra pour 2007 une augmentation significative de près de 20% en tenant compte de l'inflation.

Enfin, le Président s'est personnellement engagé à relever sans délai les soldes et les primes des personnels militaires (notamment de la troupe) et à faire mettre en place un ensemble de mesures sociales à leur profit.

• Une volonté de coopération réaffirmée avec les Etats-Unis

La fin de l'année 2006 avait enregistré un rafraîchissement des relations entre les deux pays suite à la signature, en octobre par le président Bush, de l'autorisation de construire un « mur » frontalier de quelque 1100 km destiné à freiner l'émigration clandestine.

Néanmoins, dès janvier, Mexico décidait d'extrader 15 des principaux délinquants détenus dans ses prisons et réclamés par la justice américaine. Parmi eux des responsables notoires des cartels du Golfe, de Sinaloa et de Tijuana. Cette coopération s'est illustrée à plusieurs reprises dans les mois suivants avec d'autres extraditions de ressortissants mexicains réclamés par la justice américaine.

En mars, la rencontre à Mérida entre les deux Présidents permit d'affirmer solennellement que la coopération en matière de lutte contre le crime organisé allait se renforcer notamment au plan de l'échange d'informations. Un accord fut dûment signé précisant que cette coopération concernerait les trafics d'armes, de drogues, de précurseurs chimiques mais aussi les activités financières illicites.

Cette rencontre permet aussi aux deux Présidents de réaffirmer leur credo respectif sur le sujet de la drogue : une question à traiter au plan régional pour M. Bush, pas de réduction de l'offre à envisager sans une réduction de la demande pour M. Calderón.

Les premiers constats

- **Sur le terrain, efficacité discutable**

Dès le lancement de l'opération « Michoacán » les autorités ont égrené les résultats au fil de plusieurs conférences de presse qui étaient autant d'occasions de proclamer que la lutte serait longue.

Les opérations ont permis la saisie d'importants stocks d'armes, de drogues et de fonds clandestins (dont 250 millions \$ en une seule opération en mars), la destruction de plantations et l'arrestation de nombreux criminels, membres de cartels et de groupes « Zetas ».

Néanmoins, malgré des effets passagers de « pacification », il est clair que les résultats ne sont pas à la hauteur des efforts déployés par les forces fédérales. Aucune grande figure criminelle n'a été capturée.

Nombreux sont les observateurs qui estiment que le déploiement des forces a provoqué la fuite devant lui des grands délinquants (« effet cucaracha »).

Il est probable que la manque de simultanéité des différentes opérations a porté fortement atteinte à l'efficacité du dispositif d'ensemble qui aujourd'hui engage quelque 30 000 personnels.

Par ailleurs, la défiance systématique – souvent largement justifiée – des forces fédérales vis-à-vis des forces de police d'Etat, a contribué à limiter leur efficacité du fait qu'elles se sont privées d'informations et de toute coopération locales.

- **Surenchère agressive de la délinquance**

Très vite l'extrême violence a repris son envolée y compris dans les Etats objets d'opérations fédérales.

Les bandes criminelles ont poursuivi entre elles leurs luttes et règlements de compte sanglants et ont redoublé d'agressivité envers les forces de l'ordre.

Ainsi le Guerrero et la ville d'Acapulco furent en février le théâtre d'une demi-douzaine d'exécutions de policiers et d'élus locaux. Durant ce même mois, deux soldats subirent le même sort dans le Sinaloa. Fin mars on estimait à plus de 60 le nombre de policiers assassinés, parfois à la grenade, depuis le début de l'année.

Début mai, la mort de 5 soldats tombés dans une embuscade des « narcos » dans le Michoacán, vint spectaculairement signifier que le milieu du crime organisé avait décidé de relever le défi gouvernemental tandis qu'un seul affrontement entre policiers et délinquants faisait 22 morts dans le Sonora.

Fin mai, les media annonçaient que le chiffre de 1000 exécutions avait été franchi pour 2007 puis, début juin, la crainte commençait à poindre de voir les « Zetas » sévir dans la capitale fédérale .

- **Face aux premières manifestations critiques...**

A la mi-mai les premières critiques sont apparues à l'encontre de la politique de M. Calderón ou, plus précisément, à l'adresse de son choix d'engager en force les armées.

M. José Luis Soberanes, président de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) fut le premier à se manifester. Reconnaisant que le pays est en train de payer « le laisser-aller » du sexennat précédent et que l'autorité de l'Etat est menacée, M. Soberanes s'est déclaré néanmoins opposé à l'engagement, qu'il juge contraire à la Constitution, des armées dans des missions de police. Il a fait état de 52 plaintes pour atteintes aux droits de

l'Homme enregistrées contre les militaires dans le cadre de l'opération « Michoacán » et a prôné le renforcement rapide des polices.

Quelques jours après, Amnesty International prenait le relais suivie immédiatement par la Commission permanente du Congrès (à l'exception des élus du PAN) qui présenta une recommandation au président Calderón en faveur d'un renforcement des polices afin d'éviter l'emploi des armées dans des « tâches civiles » de sécurité publique.

Pour ne pas être pris en défaut de surenchère, le PRD de M.Lopez Obrador déclarait début juin qu'il s'élèverait contre toute « militarisation » de la capitale fédérale.

• ... M. Calderón maintient le cap

Au même moment, M. Calderón a confirmé sa confiance dans les armées en décidant la création au sein du ministère de la Défense, d'un Corps de forces d'appui fédéral (CFAF) évalué à quelque 3500 personnels des armées de terre et de l'air.

Placé directement sous les ordres du Président, le CFAF, qui sera sur pied en août prochain, pourra intervenir « pour faire face à des situations critiques de trouble ou d'atteinte à la paix sociale et à la sécurité publique » dans « le strict respect des droits de l'Homme ».

Au plan politique, le Président a manifestement remporté une victoire en obtenant le 29 mai une déclaration de soutien de la Conférence nationale des Gouverneurs (CONAGO) qui a choisi d'appuyer ses options en matière de lutte contre le crime organisé et notamment celle d'y engager les armées.

Début juin, Mme Espinosa, ministre des Affaires étrangères, déclarait qu'aucun nouveau « Plan Colombia » n'était en préparation avec Washington, tout en confirmant les orientations de l'accord présidentiel de mars. Elle précisait qu'une initiative allait être lancée en direction de l'Amérique centrale incluant le projet de mise sur pied d'un centre régional de coordination de combat contre le narcotrafic et délits connexes.

Le point de non-retour ?

L'engagement de M. Calderón face au problème du crime organisé et tout particulièrement face à la menace d'une prise de contrôle totale et irréversible de son pays par les cartels de la drogue, n'est pas sans rappeler, dans l'esprit et la forme, celui de son homologue colombien, Álvaro Uribe.

Mais les situations sont bien différentes notamment du fait que :

- l'adversaire ne se drape pas dans un pseudo discours politique et ne pratique pas la guérilla révolutionnaire mais qu'il est divisé en de multiples organisations et à la fois omniprésent ;
- l'étroitesse des liens multiples avec les Etats Unis est à l'aune de leur proximité géographique.

Pour le Mexique, les enjeux sont immenses tant au plan national en termes de stabilité et de gouvernance qu'au plan régional en termes économiques et de leadership latino-américain.

Pour l'instant, les « risques » brandis par divers cercles d'opinion de voir le Mexique verser dans la « militarisation », les droits de l'Homme bafoués par la soldatesque et l'intégrité des militaires pervertie par le contact avec les milieux de la drogue paraissent peu sérieux au regard de la gravité de la situation comme de la réalité mexicaine d'aujourd'hui.

Le Mexique de ce début de XXI^e siècle a enregistré en quelques années des progrès considérables au plan de l'exercice de la démocratie et de la clarté du fonctionnement de ses institutions.

Les Armées mexicaines ne constituent pas une garde prétorienne et leur engagement régulier auprès des populations dans des circonstances dramatiques garantit une réelle qualité des liens entre les Mexicains et celles-ci.

Si des abus ont été commis lors du début des opérations militaires, il est raisonnable d'être optimiste quant à la capacité et à la volonté du commandement de reprendre les choses sérieusement en mainet de soutenir aisément la comparaison en matière de respect des droits de l'Homme avec les bandes de tueurs.

Enfin, le risque de « pollution » des Armées par le milieu de la drogue n'est pas nouveau du fait de leur implication ancienne dans la lutte contre le narcotrafic et de leur présence permanente sur l'ensemble du territoire national. Par ailleurs, le type d'opérations agressives actuelles ne paraît pas de nature à favoriser des arrangements avec les trafiquants.

Sans négliger les menaces qui visent désormais sa personne et les membres de sa famille, les risques les plus sérieux qui pèsent sur l'entreprise de M. Calderón sont bien entendu d'ordre « politique ».

Pour l'instant, les « narcos » paraissent avoir choisi de répliquer sur le terrain de la « lutte armée ». Ce combat d'usure est dangereux pour le pouvoir non pas tant du fait des pertes humaines qu'il va continuer à provoquer mais parce qu'il offrira bientôt à l'opposition (notamment de gauche) l'opportunité de critiquer le manque d'efficacité d'un président qui n'a été élu que par un Mexicain sur deux et de torpiller l'union sacrée qui l'entoure aujourd'hui. A ce sujet, la recommandation émise par le Congrès en mai constitue un signe annonciateur.

Dans un deuxième temps, il faut craindre des initiatives plus sophistiquées des milieux de la drogue qui sauront sans doute jouer de leurs énormes ressources financières et sur les compromissions passées et présentes du monde politique et des affaires mexicain.

A ce titre, M. Calderón devrait se souvenir des assassinats de hautes personnalités dans les années '90 comme celui du cardinal Posadas Ocampo (1993) ou celui du candidat à la présidence Luis Donaldo Colosio (1994) ou encore celui de l'ex-gouverneur du Guerrero, José Ruiz Massieu (1994).

Par ailleurs, M. Calderón doit craindre des difficultés telles que celles que traverse aujourd'hui M. Uribe alors que se dévoilent les graves compromissions de responsables politiques de son bord avec des criminels paramilitaires colombiens traduits en justice.

Aujourd'hui il est trop tôt pour certifier que le Mexique s'est enfin donné un président qui pourra aller jusqu'au bout – au moins celui de son mandat – dans l'application d'une politique de lutte ouverte contre le crime organisé.

A supposer que sa volonté ne faiblisse pas, le temps dont il dispose semble bien court pour lui permettre d'éradiquer des maux et des travers profondément enracinés dans le tissu social, économique et même politique de son pays.

Pour cette dernière raison, une étroite coopération avec les Etats Unis et avec les voisins centre-américains est nécessaire mais ne conditionne pas réellement le succès d'une entreprise avant tout nationale.

Mais, quel que soit le niveau de succès de la démarche du président Calderón, il convient de lui reconnaître le courage d'un engagement qui, sans doute pour la première fois, paraît sincère et convaincu. Et de souhaiter que sous son impulsion, le Mexique ait enfin franchi face au crime organisé, le point de non-retour.